# CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 68.474/2
du 11 janvier 2021

sur

un projet d'arrêté royal 'modifiant, en ce qui concerne l'octroi d'un montant journalier minimum durant les six premiers mois d'incapacité primaire, l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994'

# RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 68.474/2
van 11 januari 2021

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging, wat de toekenning van een minimum dagbedrag tijdens de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid betreft, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

Le 11 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant, en ce qui concerne l'octroi d'un montant journalier minimum durant les six premiers mois d'incapacité primaire, l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 11 janvier 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 janvier 2021.

*

Op 11 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging, wat de toekenning van een minimum dagbedrag tijdens de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid betreft, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 11 januari 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 januari 2021.

*

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## PORTÉE DU PROJET

L'article 1er du projet à l'examen a pour objet d'insérer dans l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994' un article 213/1 de manière à ce que soit garanti l'octroi du montant journalier minimum de l'indemnité durant la période des six premiers mois d'incapacité primaire [1].

D'une part, ce montant journalier minimum :

– n'est octroyé que dans la mesure où il ne dépasse pas la rémunération perdue visée à l'article 87, alinéa 1er, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (article 213/1, alinéa 2, en projet) ;

– n'est pas octroyé durant la période d'incapacité de travail avec complément ou avance dont bénéficierait le travailleur conformément à la convention collective de travail n° 12*bis* ou n° 13*bis* (article 213/1, alinéa 3, en projet).

D'autre part, l'octroi de ce montant journalier minimum de l'indemnité durant l'entièreté de la période des six premiers mois d'incapacité primaire ne sera effectif qu'à partir de l'année civile 2024, l'article 213/1, alinéa 4, en projet ne prévoyant ledit octroi [2], par dérogation et progressivement, qu'à partir du premier jour du :

– cinquième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2021 (alinéa 4, 1°) ;

– quatrième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2022 (alinéa 4, 2°) ;

– troisième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2023 (alinéa 4, 3°).

L'article 2 du projet prévoit qu'il « entre en vigueur » (lire : « produit ses effets ») le 1er janvier 2021.

[1] Après cette période de six mois, c'est l'article 214, § 3, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 qui s'applique.

[2] Compte tenu, chaque fois, de la période de protection de la maternité comme énoncé à l'article 213/1, alinéa 4, 1°, 2° et 3°, en projet.

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

## OBSERVATION GÉNÉRALE

1. L'article 213/1, alinéa 1er, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 prévoit que

> « [l]e montant journalier minimum de l'indemnité durant la période des six premiers mois d'incapacité primaire est égal au montant visé à l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2°, a) ».

Le montant visé à l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2°, a), auquel il est renvoyé, est le montant journalier minimum de l'indemnité accordée aux titulaires, ayant la qualité de travailleur régulier, « qui ne sont pas considérés comme travailleur avec personne à charge ». Il en résulte que le montant de l'indemnité octroyé en application de l'article 213/1, alinéa 1er, en projet sera identique, quelle que soit la situation personnelle du travailleur qui la percevra.

Or l'article 214, § 1er, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 octroie une indemnité d'invalidité dont le montant varie selon que le travailleur concerné est isolé, sans personne à charge, avec personne à charge ou cohabitant.

L'auteur du projet devra être en mesure de justifier qu'un traitement identique est réservé aux catégories de travailleurs qui viennent d'être rappelées alors que celles-ci se trouvent dans des situations différentes [3].

2. Par un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994', lequel a fait l'objet de l'avis de la section de législation n° 68.441/2 du 5 janvier 2021, il est envisagé de modifier l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2°, a), précité, de manière à fixer le montant qui y est visé à 34,7853 euros [4-5].

---

[3] Voir sur ce point l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 18 novembre 2020.

[4] L'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2°, a), de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 est actuellement rédigé comme suit :
« Art. 214. § 1er. Le montant journalier minimum de l'indemnité accordée aux titulaires qui ont la qualité de travailleur régulier est fixé comme suit :
[…]
2° pour les titulaires qui ne sont pas considérés comme travailleur avec personne à charge, le montant journalier minimum est égal :
a) pour les titulaires visés à l'article 226 ou 226*bis*, au montant du minimum garanti de pension de retraite pour un travailleur salarié avec une carrière complète, qui n'est pas visé au 1°, évalué en jours ouvrables, octroyé en vertu des articles 152, alinéa 1er et 8, alinéa 1er, précités ; ».

[5] La déléguée du Ministre a précisé ce qui suit, s'agissant de la référence à l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2°, a), tel que modifié par le projet d'arrêté royal ayant fait l'objet de l'avis n° 68.441/2 du 5 janvier 2021 :
« […] Une notification du Conseil des ministres du 23 octobre 2020 portant sur le budget pluriannuel 2021-2024 prévoit que les allocations sociales qui sont aujourd'hui liées à la pension minimum garantie ne le seront plus à l'avenir. Ce 'découplage' nécessite l'abrogation de l'article 93*ter* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994. Une disposition visant à abroger cet article 93*ter* a été insérée dans [le] projet de loi-programme, qui a été voté par la Chambre en séance plénière ce 17 décembre. Concrètement, une fois cette abrogation votée, cela implique, en assurance indemnités, que le montant minimal de l'indemnité d'incapacité de travail du travailleur régulier avec personne à charge et du travailleur régulier isolé ne ser[a] plus li[é] au montant du minimum garanti de pension. Étant donné ce découplage, il importait donc de reprendre le montant de base de l'indemnité minimale 'travailleur régulier' pour un titulaire avec personne à charge et pour un titulaire isolé dans l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 susvisé (comme c'est déjà le cas actuellement pour le titulaire cohabitant). Ce projet d'AR [68.441/2] ne fait que reprendre dans l'AR les montants existants, sans les modifier.

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

Dans l'avis n° 68.441/2 précité, la section de législation a observé ce qui suit :

« 2. Actuellement, l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 1° et 2°, a), de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' est rédigé comme suit :

'[…]'

L'arrêté en projet suggère de modifier ces dispositions en ce sens que, dans les hypothèses qu'elles visent, le montant minimum de l'indemnité ne serait plus lié à celui du minimum garanti de pension de retraite mais serait fixé directement dans le texte même de l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996. Selon son article 2, l'arrêté en projet entrerait en vigueur – plus exactement, 'produirait ses effets' [6] rétroactivement – le 1er janvier 2021.

Il ressort du dossier [7], et il a été confirmé par la fonctionnaire déléguée, que les montants fixés par le projet d'arrêté l'ont été en veillant à ce qu'ils correspondent aux montants de base préexistants, convertis en jours ouvrables, du minimum garanti de pension de retraite.

L'arrêté en projet a donc été conçu de manière telle qu'au moment de son entrée en vigueur, le montant minimum de l'indemnité applicable dans les hypothèses que visent les dispositions précitées de l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 soit en réalité le même que celui résultant de l'application de ces dispositions avant que l'arrêté en projet ne les modifie [8].

À cet égard, l'attention est attirée sur le fait qu'un arrêté royal du 20 décembre 2020 'relatif à l'augmentation de la pension minimum garantie' a prévu une augmentation progressive de la pension minimum garantie dans le régime de pension des travailleurs salariés.

La première augmentation prévue par cet arrêté a été conçue pour s'appliquer à partir du 1er janvier 2021.

Invitée à préciser si les montants fixés par le projet d'arrêté tiennent compte de l'augmentation de la pension minimum garantie applicable à partir du 1er janvier 2021, la fonctionnaire déléguée a répondu par la négative [9] :

'[e]n effet, le gouvernement a décidé d'augmenter les pensions minimales, mais pas les minimas existant pour les autres prestations de sécurité sociale'.

Il convient à ce sujet de ne pas perdre de vue qu'en l'état du droit applicable le 1er janvier 2021, dans les hypothèses visées par le 1° et le 2°, a), de l'article 214, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, ces dispositions étaient rédigées en ce sens

---

Simplement il s'agit des montants non indexés. Le montant de 34,7853 [euros] est le montant non indexé. (34,7853 euros (montant de base) x 1,4282 (coefficient d'augmentation qui est actuellement d'application) = 49,6804 euros) ».

[6] *Note de bas de page n° 1 de l'avis cité* : *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-5-1-3.

[7] *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité* : Voir en particulier la note CI 2020/81 au Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés, datée du 13 novembre 2020.

[8] *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : Ceci sous réserve d'une très légère augmentation, due à l'augmentation du mécanisme d'indexation applicable en la matière (voir sur ce point la note CI 2020/81, précitée).

[9] *Note de bas de page n° 4 de l'avis cité* : Ceci ressort aussi du contenu de la discussion qui s'est tenue lors de l'examen du projet d'arrêté par le Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants le 18 novembre 2020.

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

que le montant journalier minimum de l'indemnité était égal au montant du minimum garanti de pension de retraite, évalué en jours ouvrables.

Aussi, dans ces hypothèses, par l'effet combiné des dispositions qui viennent d'être citées et de l'arrêté royal du 20 décembre 2020, le montant journalier minimum de l'indemnité a, à partir du 1er janvier 2021, été augmenté en appliquant le même pourcentage que celui de l'augmentation du montant de la pension minimum garantie que l'arrêté royal du 20 décembre 2020 a prévue à partir de la même date.

Les catégories de personnes auxquelles s'appliquent le 1° et le 2°, a), de l'article 214, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, ont donc, à partir du 1er janvier 2021, acquis le droit de bénéficier de l'augmentation du montant journalier minimum de leur indemnité résultant de l'application combinée de ces dispositions et de l'arrêté royal du 20 décembre 2020.

En ne prenant pas en compte l'augmentation de la pension minimum garantie applicable à partir du 1er janvier 2021, l'arrêté en projet priverait les intéressés de ce droit et ce, de manière rétroactive puisque, selon son article 2, il produirait ses effets le 1er janvier 2021.

Il porterait dès lors rétroactivement atteinte à des droits régulièrement acquis.

Ce faisant, il méconnaîtrait le principe de la non-rétroactivité des actes administratifs [10].

Le projet d'arrêté sera revu pour tenir compte de cette observation ».

La même méconnaissance du principe de non-rétroactivité des actes administratifs doit être constatée à propos du projet à l'examen, dont l'auteur prévoit également qu'il produit ses effets le 1er janvier 2021 [11]. En effet, compte tenu de l'avis n° 68.441/2 précité, il apparaît qu'un travailleur en incapacité de travail pourrait se retrouver dans une situation plus défavorable dans la mesure où, pour déterminer le montant journalier minimum de l'indemnité versée durant la période des six premiers mois d'incapacité primaire, il ne serait plus tenu compte, rétroactivement, de l'augmentation de la pension minimum garantie applicable à partir du 1er janvier 2021 résultant de l'application de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 'relatif à l'augmentation de la pension minimum garantie'.

[10] *Note de bas de page n° 5 de l'avis cité* : On ne peut soutenir que la rétroactivité prévue par l'article 2 du projet d'arrêté serait la simple résultante du fait que l'article 93*ter* de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', qui consacrait le principe suivant lequel le montant journalier minimum de l'indemnité ne pouvait être inférieur au montant du minimum garanti de pension de retraite, a été abrogé par une disposition de la loi-programme du 20 décembre 2020 entrée en vigueur le 1er janvier 2021 (voir les articles 53 et 54 de cette loi). En effet, l'abrogation de l'article 93*ter* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités n'a nullement eu pour conséquence d'abroger ou de modifier implicitement le 1° et le 2°, a), de l'article 214, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ni d'obliger le Roi à modifier ces dispositions. La circonstance que la disposition qui a abrogé l'article 93*ter* de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' est entrée en vigueur le 1er janvier 2021 ne suffit donc pas à justifier que l'arrêté en projet produise rétroactivement ses effets à la même date.

[11] Sur cet effet rétroactif, la déléguée du Ministre a précisé ceci : « […] L'AR sera donc publié avant la fin de janvier 2021. Ce léger effet rétroactif n'a pas de conséquences négatives, que du contraire, puisqu'en instaurant une indemnité minimale, il augmente le montant des indemnités dont bénéficiaient les assurés sociaux disposant de faibles revenus, ce qui ne peut pas leur porter préjudice ».

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

La référence, faite à l'article 213/1, alinéa 1er, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, à l'article 214, § 1er, alinéa 1er, 2°, a), du même arrêté royal, n'est admissible que si cette dernière disposition est modifiée en tenant compte de l'observation formulée par la section de législation dans son avis n° 68.441/2.

Par ailleurs, il y a également lieu de revoir le projet à l'examen quant à sa date d'entrée en vigueur, en tenant compte de cette observation.

*

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## STREKKING VAN HET ONTWERP

Artikel 1 van voorliggend ontwerp strekt ertoe in het koninklijk besluit van 3 juli 1996 'tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' een artikel 213/1 in te voegen om te waarborgen dat tijdens het tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid het minimumdagbedrag van de uitkering toegekend wordt.[1]

Enerzijds wordt dat minimumdagbedrag:

– alleen toegekend voor zover het niet meer bedraagt dan het gederfde loon bedoeld in artikel 87, eerste lid, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994 (ontworpen artikel 213/1, tweede lid);

– niet toegekend gedurende het tijdvak van arbeidsongeschiktheid met aanvulling of voorschot dat overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12*bis* of nr. 13*bis* voor de werknemer zou gelden (ontworpen artikel 213/1, derde lid).

Anderzijds zal dat minimumdagbedrag van de uitkering gedurende heel dat tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid pas daadwerkelijk toegekend worden vanaf het kalenderjaar 2024, aangezien in het ontworpen artikel 213/1, vierde lid, bepaald wordt dat dit bedrag,[2] in afwijking van het eerste en het tweede lid en progressief, pas toegekend zal worden vanaf de eerste dag van:

– de vijfde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2021 (vierde lid, 1°) ;

– de vierde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2022 (vierde lid, 2°) ;

– de derde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2023 (vierde lid, 3°).

[1] Na dat tijdvak van zes maanden is artikel 214, § 3, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 van toepassing.

[2] Telkens rekening houdend met het tijdvak van moederschapsbescherming zoals vermeld in het ontworpen artikel 213/1, vierde lid, 1°, 2° en 3°.

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

Luidens artikel 2 van het ontwerp treedt dit besluit "in werking op" (lees: "heeft uitwerking met ingang van") januari 2021.

## ALGEMENE OPMERKING

1. Het ontworpen artikel 213/1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 luidt als volgt:

> "Tijdens het tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid is het minimum dagbedrag van de uitkering gelijk aan het bedrag bedoeld in artikel 214, § 1, eerste lid, 2°, a)."

Het bedrag bedoeld in artikel 214, § 1, eerste lid, 2°, a), waarnaar aldus verwezen wordt, is het minimumdagbedrag van de uitkering die toegekend wordt aan de gerechtigden die de hoedanigheid hebben van regelmatig werknemer "die niet worden beschouwd als werknemer met persoon ten laste". Daaruit volgt dat het bedrag van de uitkering dat met toepassing van het ontworpen artikel 213/1, eerste lid, toegekend wordt, hetzelfde zal zijn, ongeacht de persoonlijke situatie van de werknemer die deze uitkering zal ontvangen.

Het bedrag van de invaliditeitsuitkering die bij artikel 214, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 toegekend wordt, varieert evenwel naar gelang de betrokken werknemer alleenstaande, zonder persoon ten laste, met persoon ten laste of samenwonend is.

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden dat aan de zonet opgesomde categorieën van werknemers eenzelfde behandeling ten deel valt hoewel zij zich in verschillende situaties bevinden.[3]

2. Een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 214 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', waarover de afdeling Wetgeving op 5 januari 2021 advies 68.441/2 gegeven heeft, strekt ertoe het voornoemde artikel 214, § 1, eerste lid, 2°, a), aldus te wijzigen dat het daarin bedoelde bedrag vastgesteld wordt op 34,7853 euro.[4-5]

---

[3] Zie op dat punt het advies dat op 18 november 2020 gegeven is door het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers van de Dienst voor Uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

[4] Artikel 214, § 1, eerste lid, 2°, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 luidt thans als volgt:
"Art. 214. § 1. Het minimum dagbedrag van de uitkering toe te kennen aan de gerechtigden die de hoedanigheid hebben van regelmatig werknemer, wordt als volgt vastgesteld:
[…]
2° voor de gerechtigden die niet worden beschouwd als werknemer met persoon ten laste, is het minimum dagbedrag:
a) voor de in artikel 226 of 226*bis* bedoelde gerechtigden, gelijk aan het in werkdagen gewaardeerde bedrag van het minimum gewaarborgde rustpensioen voor een werknemer met een volledige loopbaan, die niet bedoeld wordt onder 1°, dat krachtens de voormelde artikelen 152, eerste lid en 8, eerste lid worden toegekend;".

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

In voornoemd advies 68.441/2 heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

> "2. Artikel 214, § 1, eerste lid, 1° en 2°, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 'tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' luidt thans als volgt:
>
> '(…)'
>
> In het ontworpen besluit wordt voorgesteld om die bepalingen aldus te wijzigen dat, in de gevallen waarop die bepalingen betrekking hebben, het minimumbedrag van de uitkering niet meer zou afhangen van het bedrag van het gewaarborgd minimumrustpensioen, maar rechtstreeks in de tekst zelf van artikel 214 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 vastgesteld zou worden. Volgens artikel 2 zou het ontworpen besluit met terugwerkende kracht in werking treden op – of juister 'uitwerking hebben met ingang van'[6] – 1 januari 2021.
>
> Uit het dossier[7] blijkt en de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat er bij het vaststellen van de bedragen in dit ontwerpbesluit voor gezorgd is dat ze overeenkomen met de in werkdagen gewaardeerde bestaande basisbedragen van het gewaarborgd minimumrustpensioen.
>
> Het ontworpen besluit is dan ook aldus opgevat dat bij de inwerkingtreding ervan het minimumbedrag van de uitkering dat van toepassing is in de gevallen waarop de voormelde bepalingen van artikel 214 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betrekking hebben in feite hetzelfde is als het bedrag dat volgt uit de toepassing van diezelfde bepalingen zoals ze luiden nu ze nog niet bij het ontworpen besluit gewijzigd zijn.[8]

---

[5] In verband met de verwijzing naar artikel 214, § 1, eerste lid, 2°, a), zoals dat gewijzigd wordt bij het ontwerp van koninklijk besluit waarover op 5 januari 2021 advies 68.441/2 gegeven is, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:
"[…] Une notification du Conseil des ministres du 23 octobre 2020 portant sur le budget pluriannuel 2021-2024 prévoit que les allocations sociales qui sont aujourd'hui liées à la pension minimum garantie ne le seront plus à l'avenir. Ce 'découplage' nécessite l'abrogation de l'article 93*ter* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994. Une disposition visant à abroger cet article 93*ter* a été insérée dans [le] projet de loi-programme, qui a été voté par la Chambre en séance plénière ce 17 décembre. Concrètement, une fois cette abrogation votée, cela implique, en assurance indemnités, que le montant minimal de l'indemnité d'incapacité de travail du travailleur régulier avec personne à charge et du travailleur régulier isolé ne ser[a] plus li[é] au montant du minimum garanti de pension. Étant donné ce découplage, il importait donc de reprendre le montant de base de l'indemnité minimale 'travailleur régulier' pour un titulaire avec personne à charge et pour un titulaire isolé dans l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 susvisé (comme c'est déjà le cas actuellement pour le titulaire cohabitant). Ce projet d'AR [68.441/2] ne fait que reprendre dans l'AR les montants existants, sans les modifier. Simplement il s'agit des montants non indexés. Le montant de 34,7853 [euros] est le montant non indexé. (34,7853 euros (montant de base) x 1,4282 (coefficient d'augmentation qui est actuellement d'application) = 49,6804 euros)."

[6] *Voetnoot 1 van het geciteerde advies*: *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-5-1-3.

[7] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies:* Zie in het bijzonder de nota BU 2020/81 d.d. 13 november 2020 aan het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers.

[8] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies:* Dit onder voorbehoud van een zeer geringe verhoging, ten gevolge van de aanpassing van het indexeringsmechanisme dat ter zake van toepassing is (zie op dit punt de voormelde nota BU 2020/81).

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

In dit verband wordt erop gewezen dat het koninklijk besluit van 20 december 2020 'inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen' voorziet in een geleidelijke verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen in het pensioenstelsel van de werknemers.

De eerste verhoging waarin dat besluit voorziet, is aldus opgevat dat ze geldt met ingang van 1 januari 2021.

Op de vraag om te verduidelijken of bij het vaststellen van de bedragen in het ontwerpbesluit rekening gehouden is met de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen die met ingang van 1 januari 2021 geldt, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende ontkennend antwoord gegeven:[9]

'[e]n effet, le gouvernement a décidé d'augmenter les pensions minimales, mais pas les minimas existant pour les autres prestations de sécurité sociale.'

In dat verband mag niet uit het oog verloren worden dat die bepalingen, bij de stand van het recht zoals dat op 1 januari 2021 gold, in de gevallen waarop artikel 214, § 1, eerste lid, 1° en 2°, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betrekking heeft, aldus luidden dat het minimumdagbedrag van de uitkering gelijk was aan het in werkdagen gewaardeerde bedrag van het gewaarborgd minimumrustpensioen.

Het minimumdagbedrag van de uitkering is in die gevallen, ten gevolge van de bepalingen die zonet geciteerd zijn en van het koninklijk besluit van 20 december 2020, dan ook met ingang van 1 januari 2021 verhoogd doordat daarop hetzelfde percentage toegepast is als het percentage dat voor de verhoging van het bedrag van het gewaarborgd minimumpensioen met ingang van diezelfde datum bepaald is bij het koninklijk besluit van 20 december 2020.

De categorieën van personen die onder de toepassing van artikel 214, § 1, eerste lid, 1° en 2°, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 vallen, hebben dan ook met ingang van 1 januari 2021 het recht verkregen de verhoging te genieten van het minimumdagbedrag van hun uitkering die voortvloeit uit de gezamenlijke toepassing van die bepalingen en van het koninklijk besluit van 20 december 2020.

Door geen rekening te houden met de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen die met ingang van 1 januari 2021 geldt, zou het ontworpen besluit de betrokkenen dat recht ontnemen en wel met terugwerkende kracht, aangezien dit besluit volgens artikel 2 met ingang van 1 januari 2021 uitwerking zou hebben.

Bijgevolg zouden op regelmatige wijze verkregen rechten bij dit besluit met terugwerkende kracht aangetast worden.

et beginsel dat bestuurshandelingen geen terugwerkende kracht mogen hebben, zou zodoende geschonden worden.[10]

---

[9] *Voetnoot 4 van het geciteerde advies:* Dat blijkt eveneens uit de discussie die plaatsgevonden heeft tijdens het onderzoek van het ontwerpbesluit door het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen op 18 november 2020.

[10] *Voetnoot 5 van het geciteerde advies:* Er kan niet gesteld worden dat de terugwerkende kracht waarin artikel 2 van het ontwerpbesluit voorziet louter het gevolg zou zijn van het feit dat artikel 93*ter* van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', waarin het beginsel vastgelegd was dat het minimumdagbedrag van de uitkering niet lager mocht zijn dan het bedrag van het gewaarborgd minimumrustpensioen, opgeheven is bij een bepaling van de programmawet van 20 december 2020 die op 1 januari 2021 in werking getreden is (zie de artikelen 53 en 54 van die wet). De opheffing van artikel 93*ter* van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen' heeft immers geenszins de impliciete opheffing of wijziging van artikel 214, § 1, eerste lid, 1° en 2°, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot gevolg gehad, noch de verplichting voor de Koning om die bepalingen te wijzigen. De omstandigheid

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡

Het ontwerpbesluit moet aldus herzien worden dat met deze opmerking rekening gehouden wordt."

Vastgesteld dient te worden dat dezelfde schending van het beginsel dat bestuurshandelingen geen terugwerkende kracht mogen hebben, zich voordoet in voorliggend ontwerp, waarvan de steller eveneens voorschrijft dat het uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2021.[11] Gelet op voornoemd advies 68.441/2 blijkt immers dat een arbeidsongeschikte werknemer zich in een ongunstigere situatie zou kunnen bevinden aangezien er voor het vaststellen van het minimumdagbedrag van de uitkering dat gedurende het tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid gestort wordt, niet langer retroactief rekening gehouden zou worden met de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen die van toepassing is vanaf 1 januari 2021 ingevolge de toepassing van het koninklijk besluit van 20 december 2020 'inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen'.

De verwijzing, in het ontworpen artikel 213/1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996, naar artikel 214, § 1, eerste lid, 2°, a), van hetzelfde koninklijk besluit, kan alleen aanvaard worden als die laatste bepaling gewijzigd wordt in het licht van de opmerking die de afdeling Wetgeving in advies 68.441/2 geformuleerd heeft.

Voorliggend ontwerp dient daarenboven, rekening houdend met die opmerking eveneens herzien te worden wat de datum van inwerkingtreding betreft.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER Pierre VANDERNOOT

dat de bepaling waarbij artikel 93*ter* van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' opgeheven is op 1 januari 2021 in werking getreden is, volstaat dan ook niet om te rechtvaardigen dat het ontworpen besluit met terugwerkende kracht uitwerking heeft met ingang van diezelfde datum.

[11] Wat die terugwerkende kracht betreft, heeft de gemachtigde het volgende aangegeven: "[…] L'AR sera donc publié avant la fin de janvier 2021. Ce léger effet rétroactif n'a pas de conséquences négatives, que du contraire, puisqu'en instaurant une indemnité minimale, il augmente le montant des indemnités dont bénéficiaient les assurés sociaux disposant de faibles revenus, ce qui ne peut pas leur porter préjudice."

‡LW-BEBVOAIAE-GIEHEQW‡